

**Verbatim de l'intervention d'Alexandre Jardin à la conférence-débat
« Energies et territoires » organisée par RETM et Vent des maires
et de nombreuses associations locales
Châlons en Champagne le 29 août 2025.**

Alexandre Jardin

Ce qu'on est en train de faire avec le mouvement des Gueux, c'est un recadrage, c'est-à-dire que si on parle des éoliennes, ce que vous montrez, c'est tellement choquant, mais l'écrasante majorité des Français ne le sait pas. Ce sont des photos qui sont ahurissantes. Et pourquoi ils ne le savent pas ? Parce que ça ne les concerne pas directement dans leur vie, et donc ce qu'on s'est dit au mouvement des Gueux - on a toujours une stratégie qui vise à embarquer 8 français sur 10, c'est comme ça qu'on a gagné le combat contre les ZFE, en recadrant. Donc si vous vous battez contre les éoliennes, vous allez ne concerner que les gens concernés. Si vous vous battez pour la facture d'électricité, ça concerne tout le monde.

Donc on va lancer tout un travail de communication sur les conséquences sur la facture d'électricité, et tout à coup ça va monter au cerveau de tout le monde que les conséquences sur la facture, ça les concerne. Non seulement ça les concerne, mais il y a plein de secteurs qui ne peuvent pas vivre avec une augmentation de la facture.

Tout à l'heure, j'étais à côté d'Amiens avec quelqu'un qui a passé sa vie dans la production d'endives. La facture d'électricité, ça représente 20% de ses coûts, et 20% de son chiffre d'affaires, 20%. La masse salariale, c'est 30. Il ne peut pas avoir une facture d'électricité qui monte. Or, le problème de tous ces investissements, c'est qu'il y a des prix qui sont garantis par l'État qui à un moment vont devoir être payés par quelqu'un. Et ce quelqu'un, c'est Monsieur et Madame tout le monde puisque ça tombe directement sur la facture d'électricité via une taxe qui s'appelle l'accise.

Donc on va communiquer sur les conséquences pour les gens. Jusqu'à ce que les gens s'aperçoivent que ce n'est pas une question « est-ce que c'est beau, pas beau, ou est-ce que ça me concerne ou pas ? » ; en fait, ça vous concerne. Je dis ça, alors que les photos que vous venez de montrer, évidemment on a envie de hurler, on a évidemment envie de hurler. Mais l'être humain est plus sensible à ce qui le concerne directement. Donc on va faire ce travail.

Ensuite on est en train de réunir les professions qui ne veulent pas des conséquences économiques, des conséquences financières de la loi PPE 3, qui évidemment va encore aggraver ce que vous êtes en train de vivre si le décret d'application passe.

Et c'est ça ce qu'on appelle au sein du mouvement des Gueux le Club des Gueux. En fait, c'est un club de secteurs économiques qui sont complètement paniqués parce que ça va provoquer soit dans leur compte d'exploitation, soit la crise du pouvoir d'achat que ça va enclencher, puisque si on continue à avoir une facture d'électricité qui augmente sensiblement, si une famille a une facture qui passe de 100€ à 200, c'est le budget d'alimentation... Ça impacte tout, cette crise du pouvoir d'achat.

Donc à un moment il faut absolument arrêter ça. Alors le premier août, alors que le décret d'application de la PPE 3 qui est la grande loi qui cadre l'énergie pour les 10 prochaines années, devait passer, François Bayrou s'y est opposé. On sait mieux maintenant pourquoi il s'y est opposé. Il a reçu un document qui venait du Commissariat Général à l'énergie atomique. Le document est publié dans le Point de cette semaine. Document extraordinairement bien fait sur les conséquences économiques complètement désastreuses pour le pays, pour la population. Ça a vraiment retenu Bayrou. Le texte est d'une telle clarté, d'une telle limpidité ; et ça venait de l'intérieur-même de l'Etat. Et ça a été suspendu.

Et quand hier Bayrou est passé sur le salon, je lui ai dit, mais il y avait aucune malice dans ma question, je lui ai dit, est-ce que vous pouvez nous confirmer ? Je pensais vraiment qu'il était complètement carré. Je lui ai dit, est-ce que vous pouvez nous confirmer que le décret de la PPE 3 ne sera pas publié avant le 8 septembre avant la question de confiance... Vous n'allez pas le passer en douce rapidement et là il s'est mis à tergiverser, il s'est retourné, il y avait des membres du gouvernement qui étaient là, il a commencé à dire, « oui, le gouvernement doit encore débattre de ça... » et à un moment, je l'ai coupé, je lui ai dit est-ce que vous êtes en train de me dire, c'est que vous envisagez sérieusement de publier ce décret, avec toutes les conséquences sociales que ça peut avoir ? Et il a dit oui. En fait visiblement, il a pivoté. C'était assez angoissant et parce que, en plus, le moment était un peu bizarre parce que on était venu avec beaucoup de journalistes et des gens du Monde, du Nouvel Obs, de beaucoup, de magazines. Tout le monde s'est rendu compte qu'il était en train de faire machine arrière par rapport au début août. Il a visiblement l'intention de la passer, et quand je l'ai un peu poussé, il s'est mis à délirer, à sortir une phrase incroyable, par dire que finalement l'éolien, c'était ce qu'il y avait de plus bon marché pour la France puisque ça coûtait 55€ le MWh, 55, l'éolien en mer. Tout le monde sait très très bien que c'est un mensonge pur et simple. Je ne vais pas rentrer dans le détail mais c'est un mensonge effarant.

Il se trouve que sa déclaration a été filmée on est en train de la diffuser sur les réseaux et que la semaine prochaine je vais participer à des grosses émissions de télé et je vais venir avec cette vidéo où on voit Bayrou raconter n'importe quoi pour justifier la publication de la PPE 3.

On va l'attaquer frontalement parce que ce n'est pas possible qu'on enclenche quelque chose d'aussi calamiteux pour le pays sur la base d'un mensonge pur et simple. Donc on va attaquer le plus frontalement possible jusqu'à la suspension de la PPE3. Et si jamais elle était, parce que ça aggrave tout, je regardais vos cartes entre ce qui est déjà installé, ce qui est en instruction et ce qui viendrait en plus avec la PPE3, on est chez les fous ! Et donc on est, on est prêt nous, avec le mouvement des Gueux, à mobiliser des grands secteurs qui ont aussi une puissance de blocage en France, donc la Coordination rurale, ils ont des tracteurs, on discute avec les transporteurs frigorifiques, ils ont des camions, avec les fédérations, plus généralement de transporteurs routiers. On discute aussi avec les taxis, on discute avec les boulangers, les artisans, secteur après secteur de manière à créer une coalition. On appelle ça le club des Gueux et on va appliquer la même stratégie que ce qu'on a appliqué pour gagner sur les ZFE : conquérir 8 français sur 10. Quand vous avez l'opinion avec vous, en général, il y a des héros à l'Assemblée qui ont envie de voter pour la volonté populaire. Donc ça se trouve des députés quand 8 Français sur 10 veulent quelque chose, quand on a ramené l'attention collective sur quelque chose. Et qu'est ce qui se passe à ce moment-là ? Vous avez des députés qui votent pour vous et les autres ont peur, ils se font porter pâle, ils vont faire pipi ou ils vont à la buvette au moment du vote. C'est comme ça qu'on a gagné en étant minoritaire à l'Assemblée.

Ce qu'il faut, c'est gagner l'opinion publique, voilà ce qu'on va tenter. Je ne vous dis pas que je vais y arriver hein ? Ce que je dis, c'est que c'est pas mal enclenché parce que les discussions qu'on a avec toutes les fédérations professionnelles, elles sont là ; on aura des grosses discussions avec beaucoup de fédérations lundi, je ne sais pas si je serai sur les chaînes de télé lundi soir ou mardi soir, mais on va balancer la vidéo de Bayrou en train de raconter vraiment n'importe quoi et on va en faire une affaire d'État.

Nicolas Bour

Si par malheur, on espère que ça n'arrivera pas, si par malheur le décret était publié avant ou après le 8 septembre, est-ce que vous pouvez nous résumer quelles seraient 2 ou 3 conséquences sociales majeures que chacun puisse mettre le gouvernement en alerte ?

Alexandre Jardin

En gros, on est parti à ce moment-là sur un trend sur une dizaine d'années de deuxième doublement de la facture d'électricité. Ça ce sont des estimations qui ne sortent pas de ma tête parce que moi je ne peux pas prétendre être expert de ça. Je suis écrivain, metteur en scène, mais ce sont des calculs qu'on a fait faire par des gens comme Proglio, l'ancien patron d'EDF, comme Merlin, qui est le fondateur de RTE, comme Moreno, le président du Céréf, c'est à dire par les grands professionnels du secteur.

On va les mettre en avant dans notre communication, on va essayer de leur donner un maximum d'audience. Moi, je vais essayer de faire un maximum d'émissions avec ces gens-là, de manière à ce que monte au cerveau de tout le monde qu'on est vraiment parti pour ça.

ET POUR RIEN.

Parce que, comme vous disiez, notre énergie est déjà décarbonée donc on est en train de massacrer notre territoire POUR RIEN. Tout ça pour privatiser l'électricité, parce que notre parc, avant, il était public. Et en fait il n'y a eu aucun débat démocratique en France. Est-ce qu'on est d'accord pour la privatisation ?

Parce qu'en fait, c'est ça, tous ces promoteurs, tous ces groupes d'investisseurs. En fait, on est en train de créer un 2ème impôt à travers la facture d'électricité parce que tout le monde doit la payer à la fin du mois, on est prélevé sur nos comptes et ce 2ème impôt, le problème c'est que le premier impôt, il est fait pour payer des services publics, payer les écoles, payer les profs et ça, c'est fait pour engraisser des fonds de pension, des fonds d'investissement.

UNE ESCROQUERIE.

C'est une escroquerie qui utilise l'efficacité du prélèvement sur votre compte en banque à travers la facture et c'est absolument....

Les 11 milliards¹, par exemple, qui ont été débloqués vers le 22 août... Mais on cherche 40 milliards d'économie ? Commençons par ces 11 milliards ! Il n'y a aucun bénéfice écologique, donc ça a été une escroquerie de le vendre comme ça. Notre énergie est déjà décarbonée, or c'est ça le fond de l'affaire, est-ce qu'on participe au réchauffement de la planète, oui ou non ? Personne n'a envie, personne n'a envie de griller. On est déjà exemplaire, restons exemplaires. Ensuite, toutes les hypothèses de croissance de consommation qui ont justifié les champs d'éoliennes qui vous tombent sur la figure dans le Grand-Est sont complètement fantaisistes puisque dans la réalité, notre consommation baisse et qu'aucune projection sérieuse, et c'est ce que disait Le Commissariat Général à l'énergie atomique – si vous regardez dans le Point, ils le mettent noir sur blanc : C'EST DE LA FOUTAISE QUI A JUSTIFIE UNE ESCROQUERIE.

Donc on va en faire un débat. Est-ce que les Français sont prêts à ça ? En fait, on va refaire de la démocratie, on va faire comme si on avait un référendum populaire à gagner en essayant de conquérir l'opinion publique. Moi je pense qu'on va gagner et que même si ce décret est signé, on a une autre possibilité juridique parce qu'ils vont s'engouffrer hein, ils vont signer les contrats souvent dans la foulée, on pourra récupérer par la fiscalité les profits gigantesques

¹ La Commission européenne a approuvé un programme français de 11 milliards d'euros visant à soutenir l'énergie éolienne offshore.

que les garanties publiques donnent, sans forcément casser les contrats. Donc de toute façon, il n'est même pas question en rêve que le citoyen français finance ça pendant 20 ans, mais c'est un combat et je vous remercie de contacter tout de suite les députés. En fait, on va tous pousser et puis on va gagner. Vous savez, les ZFE, ça semblait impossible hein ?

Nicolas Bour

J'ai une dernière question Monsieur Jardin. Parmi ceux qui vous écoutent actuellement, il y a des partenaires européens puisqu'il y a un groupement Charade qui a été créé, qui s'est exprimé le 5 juin à Bruxelles avec 20 délégations de 12 pays européens. On voit que même en Allemagne, qui est le pays qui a le plus développé, on a actuellement les syndicats, comme en France, qui alertent sur cette surproduction et sur ce coût de l'électricité. Est-ce que vous, vous avez eu des contacts avec des syndicats français ? Et est-ce que dans une démarche européenne qui serait faite vous pensez qu'il y a une alerte parce que finalement c'est quand même la Commission européenne qui est à la source de tout ça ?

Alexandre Jardin

Et bien il faut d'abord gagner en France ! Et puis pourquoi pas accompagner des mouvements européens, mais on ne peut pas faire l'économie de l'effort de communication dans notre propre pays. Mais est-ce que les syndicats nous suivront ? Je vais vous dire, la crise française, c'est la crise de la déconnexion. Qu'est-ce qui en France, par exemple, dans le monde rural, fait apparaître la Coordination Rurale ? C'est la trop grande proximité de la FNSEA avec l'État central. Qu'est-ce qui fait apparaître le syndicat des pêcheurs, l'UFPA ? C'est la trop grande proximité des pêcheries avec l'État et l'industriel. En fait, on a à chaque fois, dans nos structures verticales, les grands syndicats, les grands trucs, on a des trop grandes proximités avec de la dépense publique, qui arrosent tout, qui arrosent tout le monde. Les syndicats, le haut, ça va être compliqué ; c'est la base que l'on veut conquérir. J'ai eu le même problème avec les ZFE. Normalement les grands syndicats ouvriers auraient dû être complètement de notre côté. Mais tout ça est tellement maqué avec l'État central que c'est par la base. Parce que là on avait des infirmières qui disaient mais il faut qu'on puisse rentrer dans Rennes parce qu'on est infirmière dans des hôpitaux qui sont dans la ZFE de Rennes... Donc on avait la base de la CFDT... Je pense qu'on va commencer comme ça et puis que, à un moment, les centrales devront suivre le mouvement. C'est fort la démocratie. En fait, on va refaire de la démocratie.

Nicolas Bour

Merci beaucoup Monsieur Jardin pour ce message sur la démocratie.